

Burundi : les forêts locales "menacées" par les populations environnantes

@rib News, 25/03/2018 – Source Xinhua Les forêts burundaises sont "menacées" par les populations vivant dans les environs via des actions agricoles menées par ces dernières à l'interne de ces "aires protégées", a déploré samedi à Bujumbura M. Frédéric Bangirirama, expert forestier burundais et professeur d'université.

M. Bangirirama, qui tenait un point de presse suite à la journée internationale des forêts célébrée le 21 mars de chaque année depuis 2012 sur décision de l'assemblée générale des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), a souligné que les forêts, au Burundi tout comme sous d'autres cieux, constituent "le poumon" de l'écosystème environnemental. Brossant d'emblée l'état des lieux en la matière, l'expert Bangirirama a indiqué que le Burundi abrite deux types de forêts, soit les forêts naturelles et les boisements, représentant respectivement 9% et 5% du territoire national (27 834 km²). "En effet, le patrimoine forestier burundais est essentiellement formé des aires protégées. Alors, le problème crucial auquel le pays fait face actuellement, se trouve au niveau du comportement des populations limitrophes de ces écosystèmes forestiers, qui vont y cultiver", a-t-il fait remarquer. L'expert a dénoncé également la "dévastation actuelle" des forêts burundaises par des coupes illicites des arbres, ainsi que des feux de brousse dont se rendent "coupables" les éleveurs des bovins et des ovins à la recherche de l'herbe "tendre" près des rizières forestières, particulièrement pendant les périodes de saison sèche (juin-août). L'expert Bigirimana a mis en garde sur les risques que les Burundais encourent pour le moyen et long terme si jamais les menaces en cours sur les forêts du pays, aboutissaient à leur destruction. "En effet, d'aucuns qualifient les forêts de poumon de la vie humaine. Car, ce sont elles qui, à travers la photosynthèse, utilisent le gaz carbonique pour produire l'oxygène et jouent un rôle-clé dans le cycle de l'eau", a-t-il expliqué. Sur ce, il a conseillé aux divers intervenants, en l'occurrence les autorités environnementales burundaises, les ONG locales et internationales ainsi que les populations limitrophes des réserves forestières, à enclencher une synergie opérationnelle en amont et en aval pour une "gestion participative" en ce qui concerne la protection du patrimoine forestier national. De la sorte, a-t-il laissé entendre, il sera possible de prévenir que le Burundi ne sombre dans les décennies à venir vers une situation de "décertification".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});